

René Van den Broeck

info@fedbeton.be

Directeur

Tel : 02 735 01 93

Fax : /

A l'attention de Monsieur Christophe Lacroix

Ministre de Budget, de la Fonction publique et de la
Simplification administrative

Rue des Brigades d'Irlande, 4B

5100 Jambes

Notre Réf. : RVDB/TS/150707

Votre Réf. :

Bruxelles, le 7 juillet 2015

Monsieur le Ministre,

Prélèvement kilométrique en Wallonie

La Fédération du Béton Prêt à l'Emploi défend les intérêts des producteurs de béton prêt à l'emploi, des entreprises de location de camions malaxeur et/ou pompes à béton, des chauffeurs camion malaxeur indépendants et des opérateurs de pompes à béton indépendants. Ces différents groupes d'affiliés et d'adhérents de FEDBETON représentent bien vite 2200 camions malaxeur (camions avec une toupie rotative) et 400 pompes à béton ** (voir annexe 1).

Prochainement, le Gouvernement Wallon mettra en œuvre un prélèvement kilométrique en Wallonie et les deux autres Régions feront au même moment de similaires démarches pour leurs autoroutes et chaussées principales.

Les membres de FEDBETON comprenant l'objectif et l'approche de cette opération ne peuvent s'empêcher d'exprimer leur inquiétude par rapport à cette taxe – permettez-nous de le souligner – très coûteuse (voir annexe 2).

Nos membres – les producteurs de béton prêt à l'emploi – livrent au secteur de la Construction LE matériau le plus élémentaire de tous ; notamment « le béton prêt à l'emploi ». Chaque année, environs 12 millions de mètres cubes de béton prêt à l'emploi sont produits dans les centrales à béton et transportés vers les chantiers de construction.

Tout d'abord les matières premières sont acheminées à la centrale à béton (usine) pour lui permettre d'en faire du béton. La livraison de matières premières fera l'objet d'un premier prélèvement kilométrique tandis que le transport du béton au chantier en représente un deuxième. Des prélèvements kilométriques qui seraient idéalement à refacturer à l'entrepreneur ; qui lui à son tour devrait en passer la facture au client final...le maître d'œuvre particulier ou public. Mais notre secteur ne se situe depuis longtemps déjà plus dans ce monde idéal ...la réalité de chaque jour est tout à fait différente et beaucoup moins agréable.



Les dernières années, la Construction belge souffre considérablement d'un nombre de phénomènes ; pour les citer : la conjoncture en déclin, moins d'investissements par les instances publiques, dumping social, etc.

Dans ce contexte, il sera quasi impossible de transmettre le coût de cette taxe kilométrique au client. Le secteur du béton prêt à l'emploi devra donc assumer lui-même ce coût supplémentaire estimé à 36 mio. EUR. La simulation annexée montre que cela représente 6 fois la charge de la vignette autoroutière. Une grande partie de nos membres n'ayant plus de marge financière craignent donc les séquelles de cette taxe à ce point qu'ils pensent que la survie de leur entreprise et ainsi aussi de l'emploi soit mise en danger. Nos membres occupent directement plus que 4000 personnes.

Nous nous permettons de vous demander de prendre une compensation additionnelle ou une révision de l'application du prélèvement kilométrique en considération.

Appart de cette situation générale de notre dossier, nous aimerions vous demander votre attention pour le cas spécifique des pompes à béton **. Il s'agit de machines de chantier montées sur châssis qui ne transportent aucune marchandise ; elles se déplacent uniquement sur la voie publique pour se rendre d'un chantier à un autre. En moyenne, une pompe à béton effectue quotidiennement le pompage de béton sur 2 à 4 chantiers – en fonction de l'ampleur du pompage et d'autres facteurs pouvant jouer un rôle.

Les pompes à béton sont, grâce au fait qu'elles ne transportent aucune marchandise, exemptées de la vignette autoroutière. **Nous osons espérer que ces engins gardent leur statut d'exemption dans le projet du prélèvement kilométrique en élaboration. Vous serait-il possible que votre Cabinet nous le confirme ce qui nous permettra d'en informer nos membres ?**

Nous nous tenons à votre entière disposition pour vous fournir de plus amples renseignements et seront enchantés de pouvoir apprendre votre avis par rapport à notre dossier.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre très haute considération.

René Van den Broeck
Directeur

Marc Jonckheere
Président

Annexe 1 : 3 photos
Annexe 2 : calcul impact